

ce fut donc l'Etat bourgeois qui la « créa » en drainant systématiquement l'épargne et en comprimant le fonds de consommation au moyen de l'impôt. Si les formes de cette vaste concentration des richesses en vue de leur destruction différaient suivant les nations, en dernière analyse, l'Etat totalitaire, symbolisant chacun des impérialismes, ne fit que soustraire à la circulation les marchandises indispensables à la réalisation de ses buts spécifiques et en leur substituant des promesses écrites de restitution qui sauvegardaient nominalement le principe de la propriété privée, tout en dissimulant la définitive expropriation réalisée au détriment des créanciers d'Etat et des détenteurs de billets, au profit exclusif du capital impérialiste.

Sauf aux Etats-Unis, l'or disparut pratiquement de la circulation dès le début de la guerre, en même temps que fut suspendue la convertibilité en or des signes monétaires. Le capitalisme, en limitant ses émissions de billets, put cependant écarter toute inflation qui eût affaibli ses forces en créant le désordre économique. Il préféra recourir à l'inflation de crédit dont les effets sur la vie économique offraient moins de danger.

En général, le processus de financement se déroula comme ceci : l'Etat, pour se procurer l'argent nécessaire, faisait des ponctions successives sur l'économie, au moyen d'émissions d'emprunts à court terme qui, par la suite, étaient convertis « consolidés » en emprunts à long terme. L'Angleterre et la France eurent encore la possibilité de recourir aux crédits qui ne manquèrent pas de leur offrir les Etats-Unis. Le gouvernement anglais put placer ses Bons du Trésor avec le concours des Banques ouvrant aux particuliers des crédits consacrés à la souscription. Le gouvernement français couvrit ses besoins, d'une part, au moyen d'avances faites par la Banque de France ; en réalité la Banque n'avait rien, mais créait de la monnaie pour le compte de l'Etat ; la Banque, en portant à son actif sa créance sur l'Etat, lui faisait jouer le rôle de couverture des billets émis en lieu et place de l'or et des valeurs or qu'elle eût possédées si ces émissions eussent été la contre-partie d'une transaction économique. D'autre part, l'Etat procéda à des émissions massives de Bons dits « de la Défense Nationale », remboursables à court terme et dont la circulation revêtit un caractère monétaire.

Aux Etats-Unis, qui n'entrèrent dans la guerre qu'après en avoir drainé les profits, l'or continua à circuler et les émissions monétaires nouvelles nécessitées par l'intervention militaire, restèrent fortement gagées sur l'or, dont les réserves quadruplèrent de 1913 à 1918. De même qu'en Angleterre, les emprunts furent souscrits au moyen d'avances bancaires faites à la population.

En Allemagne, aucun recours aux crédits extérieurs ne fut possible et c'est le fonds national qui dut pourvoir intégralement aux besoins financiers. En 1918, la circulation monétaire, triple de celle de 1914, était gagée essentiellement

par des fonds d'Etat, et les dépenses de guerre, réglées exclusivement par voie d'emprunts intérieurs, atteignaient, à cette date, les deux tiers du capital total existant en 1914.

••

Les problèmes monétaires que le capitalisme régressif eut à résoudre après la guerre doivent être examinés en les rapportant aux phases de son évolution économique et politique. L'inflation accompagna les bouillonnements révolutionnaires surgis du carnage ; l'assainissement monétaire se juxtaposait à l'équilibre relatif que le système capitaliste recouvra lorsque la vague prolétarienne eût reflué ; enfin, la politique interventionniste dans le domaine monétaire répondit à la nécessité pour le capitalisme de se survivre historiquement.

Dès le début de 1919 s'ouvrit une courte phase d'expansion fictive dont le caractère spéculatif se décéla au fait que la hausse rapide des prix n'entraîna nullement un accroissement correspondant de la production. Elle dut de prolonger la « prospérité » de guerre au fait qu'il fallut substituer une production de « paix » à la production de guerre, afin de pouvoir assurer les premiers besoins urgents de marchandises de consommation. Politiquement, cette reprise économique, en réintégrant dans la sphère productive le flot des démobilités, contribua aux défaites ouvrières. Elle fut accélérée encore sous l'impulsion d'un accroissement continu de papier monnaie et de capitaux fictifs répondant aux besoins urgents surgis de la liquidation de la guerre. Tout en soutenant la bourgeoisie internationale, elle n'en poursuivait pas moins la destruction du capital européen en même temps qu'elle accentua la décomposition des factices mécanismes monétaires édiflés au sein des économies de guerre. Le potentiel d'inflation accumulé et comprimé par l'appareil étatique pendant la guerre, se transforma en une force destructive menaçant toute l'économie capitaliste. De même que dans le passé, l'inflation fut contemporaine de grands bouleversements sociaux, de même le désordre inflationniste qui se développa après la première guerre mondiale, révéla la température élevée du climat social de cette époque. Mais si, pour établir un parallèle, on se souvenait de la grande expérience inflationniste vécue par la Révolution française, il importait cependant de ne pas oublier que l'assignat, aux mains de la bourgeoisie en tant que classe révolutionnaire, fut bien plus une arme politique dirigée contre une classe retardataire qu'un instrument financier ; la création de l'assignat accéléra la vente des biens du clergé et la rendit irrévocable, car, comme l'avoua un des protagonistes de l'époque : « il s'agissait d'ôter toute espérance aux ennemis de la Révolution et de les enchaîner au nouvel ordre par leur propre intérêt ». Ainsi, dans une certaine mesure, l'inflation joua un rôle progressif et révolutionnaire.

Le contraire se vérifia en 1918, lorsque cette même bourgeoisie, de classe révolutionnaire, fut devenue une classe rétrograde qui avait achevé

sa tâche historique ; elle ne recouvra un certain équilibre politique et économique qui contribua à la conservation de son pouvoir que parce que, cette fois, l'inflation fut l'arme dont elle put se servir contre la seule classe révolutionnaire appelée à lui succéder et qu'elle affaiblit et démoralisa le prolétariat.

Une remarque fondamentale s'impose encore pour ce qui concerne le déroulement même de cette inflation. D'un côté, les impérialismes vainqueurs, profiteurs du Traité de Versailles, eurent la possibilité d'endiguer la vague inflationniste, d'éviter la destruction de leur système monétaire qui put être redressé et assaini, soit par une déflation de la circulation fiduciaire, comme aux Etats-Unis et en Angleterre, soit par une consécration légale de la dépréciation monétaire, comme en France, en Belgique et en Italie.

Par contre, les pays vaincus de l'Europe Centrale ne purent maîtriser les forces désagréatrices que la planche à billets avait mises en action et ils n'empêchèrent l'effondrement de leur économie que par une banqueroute monétaire et la création d'une nouvelle monnaie.

Au milieu du désordre monétaire, le dollar apparut comme la seule valeur stable, le symbole puissant du prestige du capitalisme américain en tant que créancier mondial ; sa valeur intrinsèque, basée sur l'or, contrecarra les effets de l'inflation de crédit qui résulta de l'expansion économique de guerre.

Quant à l'impérialisme anglais, il eut à lutter contre la dépréciation de la Livre, entravant le libre jeu du mécanisme qui lui assurait le contrôle des échanges mondiaux ; en outre, sa dépendance de débiteur des Etats-Unis ne fit qu'accroître les difficultés de sa lutte. C'est ainsi que, dès la fin de la guerre, New-York coupa tous crédits, contraignant l'Angleterre à régler désormais ses achats au comptant, ce qui ne fit qu'accentuer la baisse de la Livre. Il s'agissait cependant de rétablir au plus vite le crédit et le prestige de la place de Londres, et le capital bancaire s'orienta, sans tarder, vers une politique de déflation monétaire et de baisse des prix que facilita la crise économique de 1921. Mais une Livre « revalorisée », si elle rétablissait les profits bancaires, déforçait les capacités de lutte du capital industriel et celui-ci dut se résoudre à comprimer ses prix de revient. Le prolétariat perdit les augmentations de salaires obtenues en 1919 et son niveau de vie se trouva rapidement ramené à celui de 1913, outre qu'il se laissa imposer un régime de rationalisation du travail.

D'autre part, le capital bancaire, pour vaincre la concurrence croissante du capital américain sur le marché financier, décida de stabiliser la Livre, en même temps qu'il se résolut à consolider sa dette américaine. Et ainsi, au début de 1925, Londres avait reconquis son support doré avec l'appui des chefs des Trade-Unions qui payaient, de la trahison de la grève générale et de la défaite des mineurs, le rétablissement du prestige financier de l'impérialisme anglais.

En France, jusqu'à la fin de 1918, le change

du franc français avait pu être soutenu grâce aux crédits anglais et américains. Cependant, les déficits s'accumulaient, au son du refrain optimiste : « Le Boche paiera ». En 1920, les charges militaires et les intérêts d'emprunts équivalaient à 115 p.c. des recettes totales du budget. Les émissions à court terme se succédaient ; les Bons de la Défense Nationale, d'une extrême mobilité et aisément remboursables, représentaient une menace permanente d'inflation. La crise économique incita l'Etat à amorcer une déflation de ses dettes qui resta confiner dans le domaine étroit des petits artifices comptables : une consolidation de Bons de la Défense en emprunts à long terme, donnera, par exemple, lieu à de nouvelles émissions de Bons qui absorbaient les capitaux libérés par la crise et servaient à « rembourser » les avances de la Banque de France.

Cela alla jusqu'à la reprise économique qui provoqua le remboursement massif des Bons et rouvrit la vanne des avances bancaires tout en accélérant le fonctionnement de la planche à billets, jusqu'à ce que, en 1925, la dette totale de l'Etat finit par atteindre près de 300 milliards de francs et la circulation des billets, huit fois celle de 1914. L'indice des prix était monté à 646 et à l'extérieur la dépréciation du franc se précipitait. 1926 fut l'année cruciale : gouffre budgétaire, fuite des capitaux, déficit croissant de la balance des comptes, succession de huit ministres à la direction des Finances. Le « sauveur » Poincaré tenta une revalorisation du franc, mais il se buta au problème des prix dont la chute minait l'économie. Il dut se résoudre à une stabilisation de fait du « franc à 4 sous » qui favorisa un afflux d'or et de devises étrangères et permit, en 1928, de procéder à la stabilisation légale, consacrant la dépréciation du franc dont le contenu or était ramené à 1/5 de celui de 1914.

••

Ce fut en Allemagne que l'inflation se développa jusqu'à ébranler les fondements de l'édifice économique.

Dans la période de liquidation de la guerre, la bourgeoisie allemande, loin de pouvoir s'engager dans une voie qui l'eût conduite vers un assainissement progressif de son économie, dut continuer à recourir aux expédients de guerre, mais sous une forme développée et incontrôlée. Au lieu de pouvoir bénéficier, en vue d'un redressement financier, de l'appui du capital étranger, elle se vit imposer par celui-ci le joug du vainqueur. Les tributs du Traité de Versailles prélevèrent sur l'économie allemande la substance qui étonna les édifices chancelants des pays victorieux. Cette perte de richesses matérielle ne pouvait être comblée, tout comme les destructions de guerre, que par du papier ne représentant que sa « propre » valeur. Par ponctions incessantes opérées sur l'épargne, la dette dite « publique » hypothéqua jusqu'à quatre fois le capital total de la nation.

A la recherche d'un équilibre budgétaire qui se dérobaient sans cesse, l'Etat accéléra le fonc-